

Des Roms expulsés des anciens abattoirs à Rezé

Important dispositif policier déployé, hier, dans la zone Atout sud pour déloger 37 caravanes. Les familles Roms expulsées de Rezé se sont posées sur un terrain de Carquefou.

Reportage

Il est 8 h et la colonne de cars de CRS décolle des quais de l'île de Nantes pour rejoindre la rive sud de la Loire. Petit matin gris ébloui de gyrophares. Embouteillage sur le pont des Trois continents puis au rond-point. La rue qui mène au centre commercial Atout sud est fermée. Un impressionnant dispositif policier est déployé sur le terrain des anciens abattoirs. Les CRS casqués, parés à toute tentative d'émeute, entrent et « **sécurisent les lieux** ». Sans rencontrer de réaction hostile. Alertées la veille, quelques familles avaient déjà quitté les lieux. La majorité des Roms occupant le camp pas loin de 120 personnes estime Médecins du monde sont encore dans leurs logis de fortune. Ils attendent, résignés.

« On va aller où ? »

Après l'incident du mardi 2 février, une interpellation houleuse dans ce camp, les forces de l'ordre sont sur le qui-vive. Les associations proches des Roms aussi. « **J'ai très peur pour les enfants** », dit Christina Chauvin du Collectif Romeurope. Avec Annick Plau, de Médecins du monde et Clémentine Clément de la Ligue des droits de l'homme, elle tente de se poster à l'entrée en observatrice. Très vite repoussée à 50 mètres, ainsi que photographes, journalistes et cameramen. Un large périmètre de sécurité est tracé pour laisser place aux pelleteuses et camions d'enlèvement qui vont durant toute la journée manoeuvrer sur le site. « **Ce n'est pas humain cette façon de procéder** », proteste Annick Plau. **On a affaire à une**

population qui, bien qu'elle soit maltraitée, n'est pas agressive. »

L'expulsion se déroule sans heurts. Tout doucement. Les caravanes sortent l'une après l'autre. Les Roms n'ont pas assez de véhicules pour les tracter, alors ils font des roulements. Et ne prennent la route qu'encadrés par des policiers motorisés. Où se dirigent-ils ? La question est sur toutes les lèvres. Vers l'ouest, c'est certain. Consigne a été donnée aux policiers d'empêcher un retour sur Nantes. L'accès à l'île de Nantes est sous surveillance. Précaution prise pour éviter un retour sur le terrain dont ils avaient été expulsés avant d'arriver ici.

Finalement au cours de l'après-midi, c'est à Carquefou, au rond-point des Bornes que les caravanes finissent par se rassembler. Ils sont sur un terrain propriété de la Sela (société d'aménagement) sur lequel doit être aménagée une zone d'activité. Le maire de Carquefou va saisir le préfet pour faire appliquer le référé déposé par la Sela et se tourne également vers la métropole pour « **rechercher une solution rapide à ce problème auquel les communes ne peuvent faire face seules** ».

La destination était restée secrète. « **Un jeu de cache-cache. On n'en sortira pas tant qu'il n'y aura pas d'action concertée des communes** », observe Annick Plau. **Je suis sûre qu'il y a bien deux ou trois endroits où il est possible de les installer durablement.** » Le directeur général des services de Rezé lui répond que Nantes Métropole a bien essayé d'avoir une démarche d'intégration des Roms puis renoncé en raison de «

l'effet d'appel » produit, à savoir l'arrivée de nouvelles familles en nombre.

Malaise, lassitude et protestation

Quant à la Ville de Rezé, déjà très investie dans l'accueil des gens du voyage, elle « **ne peut prendre à elle seule en charge le problème des Roms** », plaide l'adjointe au maire, Danièle Daunis-Ferraut. Malaise. En particulier lorsque des mères brandissant leurs enfants sont venues les supplier. « **Cherchez quelque chose pour les enfants s'il vous plaît !** » Un père lâche sa colère. « **On laisse tomber les caravanes, faites ce que vous voulez, on va aller devant la mairie** », dit-il en faisant mine de coucher son bambin à terre pour signifier qu'il dormira à la rue.

Les familles veulent protester. Manifester leur indignation et leur lassitude. Rendez-vous est pris pour ce vendredi, à midi, devant la préfecture. Un appel relayé par le collectif nantais Romeurope qui entend ainsi réaffirmer que « **l'expulsion ne peut pas être la solution** ». Il renouvelle sa demande de concertation entre les collectivités et les autorités pour « **imaginer ensemble des solutions créatives, adaptées** ».